

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 337/ Juin 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2021

L'économie calédonienne en quête de stabilité après un début d'année sous tensions

Un rebond en trompe l'œil pour le climat des affaires

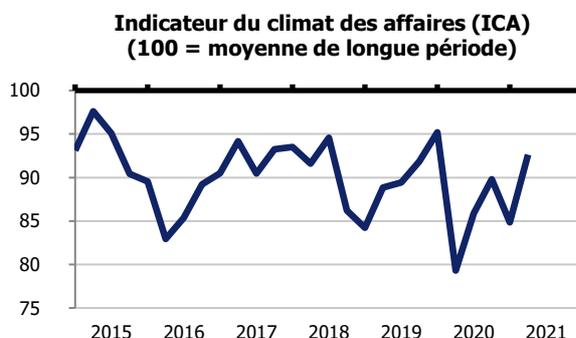
Malgré un nouveau confinement strict de la population au mois de mars, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des chefs d'entreprises interrogés sur la conjoncture, remonte de 6,2 points au 1^{er} trimestre 2021. Cette hausse est toutefois à relativiser et à mettre en perspective avec la chute du trimestre précédent où les tensions liées au conflit sur la reprise de l'usine du Sud avaient lourdement affecté le moral des chefs d'entreprises. À 92,6, l'indicateur reste à un niveau relativement faible reflétant un environnement économique fragile et plutôt dégradé.

La situation du trimestre écoulé (T1 2021) ressort dégradée, ce qui reflète un contexte effectivement particulièrement difficile, où se sont conjugués : un confinement strict de la population (4 semaines) qui aurait induit une perte de chiffre d'affaires de 22 % (en moyenne, d'après l'enquête IEOM) ; des intempéries ; un arrêt forcé de l'usine du Sud qui s'est accompagné de la mise au chômage partiel des salariés et sous-traitants et d'un effacement de la production et des exportations de nickel sur le trimestre ; et la démission du 16^{ème} gouvernement (début février), suivi d'une absence d'accord concernant l'élection du nouveau président. Par ailleurs, les entreprises font état d'une nette détérioration de leur trésorerie et des délais de paiements, ce qui dans la durée, pourrait compromettre leur pérennité. 30 % d'entre elles déclarent craindre une défaillance dans les 12 mois. Dans le même temps, leur perspective d'investissement pour les mois à venir sont en berne.

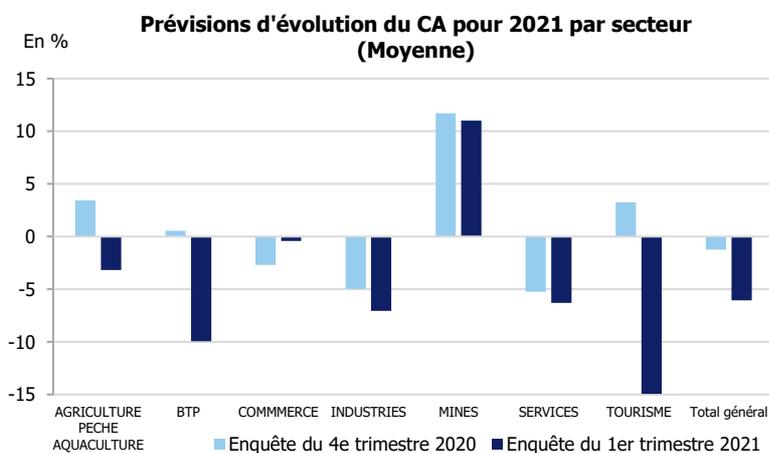
La remontée de l'ICA reflète donc essentiellement l'anticipation d'une amélioration pour le second trimestre (5,6 points sur la hausse de 6,2), qui s'appuie sur la sortie du confinement interne et sur la signature d'un accord pour la reprise de l'usine du Sud. Les soldes d'opinions portant sur l'activité et les effectifs futurs s'améliorent ainsi assez nettement. Les secteurs du tourisme, impacté par le prolongement du confinement externe jusqu'à fin octobre, et du BTP font toutefois toujours exception.

La poursuite de cette amélioration, à ce stade plutôt technique, pourrait être soutenue par le lancement du projet LUCY de l'usine du Sud (budget de 30 à 35 milliards XPF jusqu'à fin 2023). En revanche, la perspective du 3^{ème} référendum (suite à la demande des partis indépendantistes dès avril dernier), dont la date a été fixée par l'Etat au 12 décembre 2021, et l'absence d'un gouvernement de plein exercice constituent des freins à la visibilité et à la confiance des acteurs économiques.

Compte tenu des évolutions dégradées du T1 2021, les chefs d'entreprises ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance de chiffre d'affaires pour 2021, passant de quasiment stable à -6 % en moyenne, les divergences par secteurs étant particulièrement importantes.



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

L'activité des entreprises reste en berne

Au 1^{er} trimestre 2021, alors que l'accord conclu concernant la reprise de l'usine du Sud permettait une normalisation progressive de la situation économique et sociale, un nouveau confinement de 4 semaines et de fortes intempéries ont induit un recul significatif de l'activité : plus de la moitié des entreprises interrogées par l'IEOM déclarent un recul de leur chiffre d'affaires (dont 1/5 une baisse supérieure à 25 %) par rapport à un 1^{er} trimestre 2020 déjà anxiogène. En moyenne, la perte est estimée à 10,6 % et diffère sensiblement selon les secteurs d'activité : de 0,7 % pour le secteur primaire à 34,5 % pour le secteur touristique.

Par ailleurs, les entreprises anticipent une année 2021 dégradée. La moitié d'entre elles s'attend à essayer une nouvelle baisse de chiffre d'affaires (-6,0 % en moyenne par rapport à 2020).

Regain de tension pour la trésorerie des entreprises

Près de 60 % des entreprises interrogées déclarent une dégradation de leur trésorerie au T1 2021, soit une proportion encore plus importante qu'en 2020 lors du 1^{er} confinement. Pour faire face à ces difficultés, 1/3 des entreprises interrogées disent avoir accéléré le recouvrement des créances clients, et/ou 1/4 avoir joué sur le « crédit » inter-entreprises en allongeant les délais de règlements auprès de leurs fournisseurs. En revanche, seulement 1/10 déclare avoir sollicité un appui bancaire, laissant penser que les possibilités à pouvoir recourir à un endettement supplémentaire sont désormais limitées. Ceci se confirme également au travers de la faible augmentation des octrois de PGE (environ 1,4 md XPF au 1^{er} trimestre contre 22,2 mds XPF pour l'année 2020).

La vulnérabilité des entreprises s'accroît progressivement

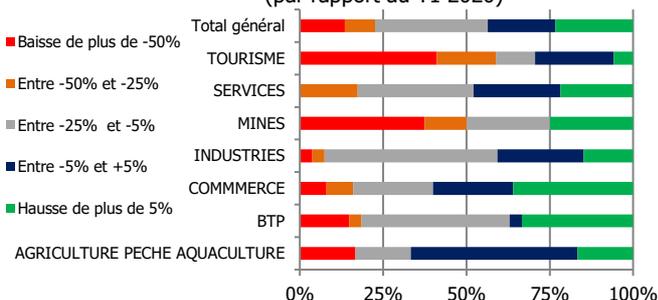
Sans être à un niveau alarmant, le risque de solvabilité pesant sur les entreprises s'accroît. Les créances douteuses augmentent de manière constante (+17,3 %, soit +4,5 mds XPF sur un an), induisant une légère remontée du taux de créances douteuses (3,7 % contre 3,3 % au 1^{er} trimestre 2020). En outre, les inquiétudes des chefs d'entreprises restent très fortes. Selon l'enquête de l'IEOM, 30 % d'entre eux craignent une défaillance de leur entreprise dans les 12 mois (cette part monte à 70 % pour le secteur touristique). Pour autant, à ce stade, cette fragilité accrue ne se matérialise pas par une hausse des défaillances (-29,0 % sur un trimestre) qui s'établissent à 71 au 1^{er} trimestre (soit un niveau en deçà de la moyenne observée depuis 2014). Ce qui peut s'expliquer par l'efficacité des dispositifs de soutien mis en œuvre pour répondre à la crise.

Les perspectives d'investissements restent incertaines

Les chefs d'entreprises interrogés par l'IEOM portent un jugement toujours défavorable sur leurs perspectives d'investissements. Une entreprise sur deux anticipe une baisse de ses investissements tandis que moins de deux sur dix prévoit une hausse.

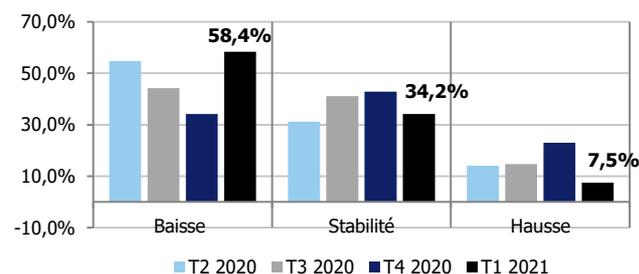
Pour autant, si le niveau d'investissement faiblit progressivement, il ne montre pas encore de signe d'effondrement. La production de crédits d'équipement aux entreprises, qui enregistre un recul de 4 mds XPF (-39,7 %) par rapport au 4^e trimestre 2020 (qui était relativement élevé), reste supérieure à son niveau d'un an auparavant (+1,0 mds XPF, soit +20,7 %).

Évolution du CA au T1 2021 (par rapport au T1 2020)



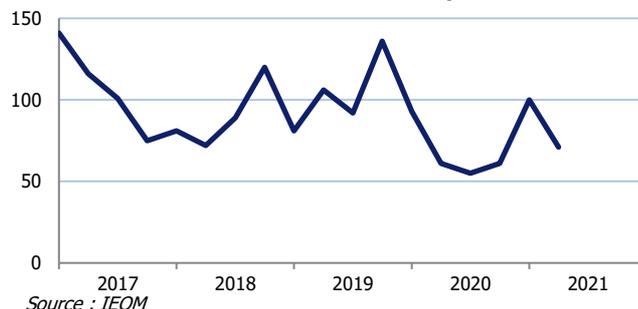
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

Solde d'opinion portant sur la trésorerie passée



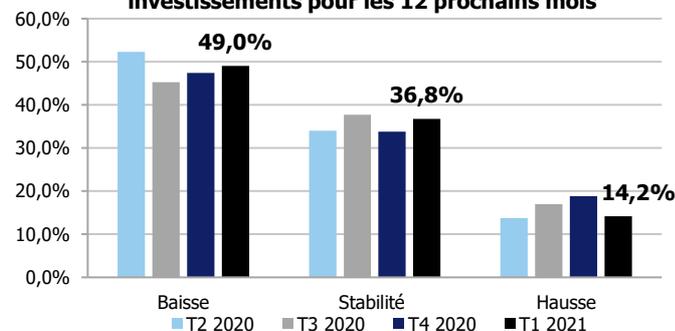
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

Défaillances d'entreprises



Source : IEOM

Répartition des prévisions d'évolution des investissements pour les 12 prochains mois



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Légère augmentation de l'IPC portée par la hausse des prix de l'alimentation

Au 1^{er} trimestre 2021, l'**indice des prix à la consommation (IPC)** est en augmentation par rapport au trimestre précédent (+0,8 %), mais stable sur un an. L'augmentation de l'IPC est marquée par la hausse des prix de l'alimentation (+2,9 %), de l'énergie (+0,9 %) et des services (+0,8 %) sur un trimestre et n'est que partiellement contrebalancée par la diminution des prix des produits manufacturés (-1,0 %). En glissement annuel, l'augmentation des prix de l'alimentation (+4,7 %) et des services (+0,8 %), est complètement compensée par la diminution des prix de l'énergie (-6,9 %) et des produits manufacturés (-2,4 %).

Compte tenu des évolutions récentes sur les prix internationaux, notamment des cours des matières premières, la désinflation importée devrait peu à peu s'inverser.

L'emploi salarié privé mal orienté sur le trimestre

Après une année 2020 marquée par des suppressions d'emplois salariés privés (-910, soit -1,4%), le 1^{er} trimestre 2021 est à nouveau mal orienté : les chefs d'entreprises répondant à notre enquête sont majoritaires à déclarer une diminution de leurs effectifs. Pour faire face au nouveau confinement, ils ont pris différentes mesures : incitation à la prise de congés payés (44 % des entreprises interrogées), favorisation du télétravail (43 %) et appel au dispositif du chômage partiel (39 %). En revanche, 26 % d'entre eux disent n'avoir pris aucune mesure tandis que seulement 5 % déclarent avoir été contraints de licencier du personnel.

Dans les mois à venir, la mise en œuvre du projet LUCY devrait être un pourvoyeur d'emplois.

Une consommation des ménages incertaine, freinée par le confinement

Alors qu'elle était plutôt résiliente en 2020, la consommation des ménages tend à devenir de plus en plus fragile à mesure que les dispositifs de soutien s'essouffent et que les pertes de revenus liées au chômage partiel et à la baisse de l'emploi salarié privé se diffuse dans le circuit économique. Au 1^{er} trimestre 2021, le confinement a induit sur un mois une baisse de l'ordre de 30 % des paiements par carte et des versements de billets au guichet de l'IEOM. En parallèle, les immatriculations de véhicules neufs pour les particuliers sont en baisse de 10,8 % sur le trimestre (données CVS) atteignant leur plus faible niveau depuis le 1^{er} trimestre 1997.

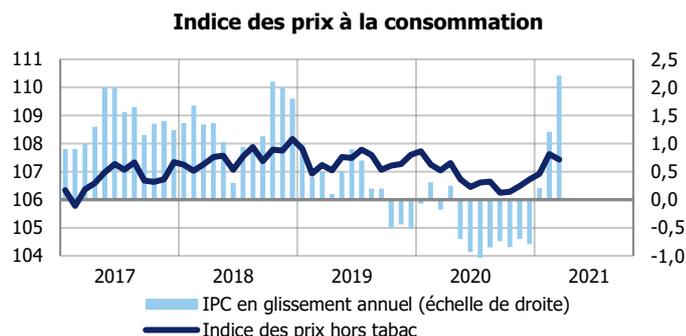
En outre, la production de crédits à la consommation qui avait accompagné le regain de consommation constaté au sortir du 1^{er} confinement est désormais moins bien orientée (-8,0 % sur trois mois et -10,8 % sur un an).

Le déficit commercial se creuse sous l'effet d'une forte baisse des exportations

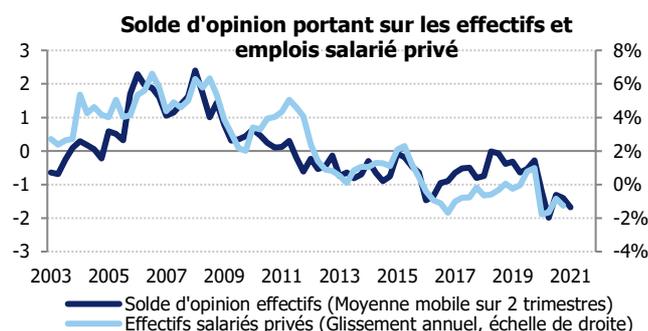
Au 1^{er} trimestre 2021, sous l'effet d'une forte baisse des exportations (-31,9 % sur trois mois, CVS) qui atteignent leur plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2016, la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie se dégrade fortement (le taux de couverture perd 23 points pour s'établir à 48,4 %).

Le recul des exportations s'explique principalement par les difficultés que rencontre le secteur nickel (baisse de production liée aux intempéries et fermeture forcée de l'usine du Sud) qui induit la diminution des ventes de minerai (-58,4 % en valeur) et de nickel métal (-28,9 % en valeur). Dans une moindre mesure, la baisse des exportations de crevettes contribue également à la dégradation des exportations totales.

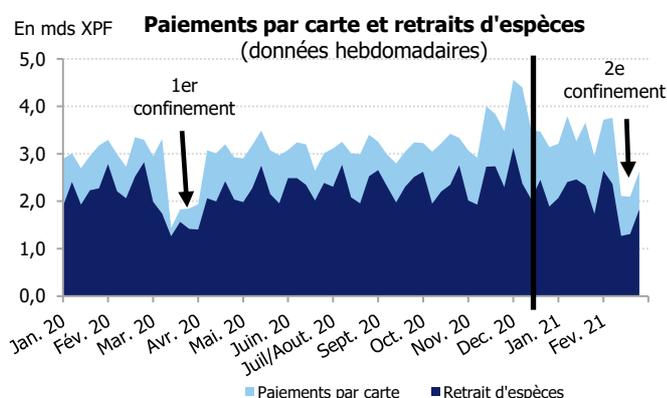
Dans le même temps, les importations restent quasiment stables.



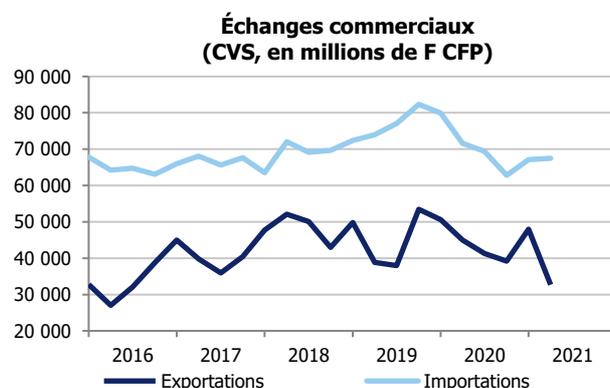
Source : ISEE, données mensuelles



Source : ISEE, IEOM



Source : IEOM - CSB

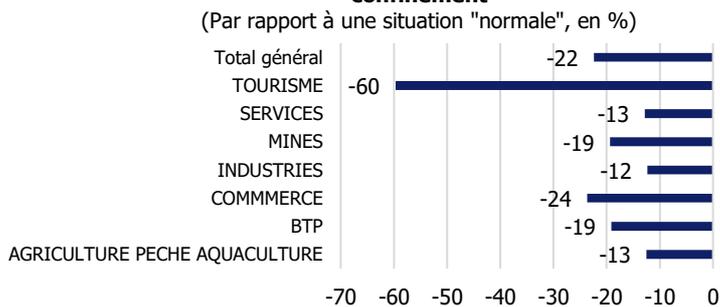


Source : Service des Douanes, ISEE

Un début d'année difficile pour l'ensemble des secteurs

Bien que le nouveau confinement de la population ait eu un impact moins marqué que celui de 2020 du fait de la préparation des acteurs économiques (mise en place de protocoles sanitaires, adaptation des métiers au contexte, dématérialisation...), son impact sur le niveau d'activité reste conséquent et touche les secteurs de manière différenciée. Les plus affectés sont le tourisme et le commerce qui perdent en moyenne respectivement 60 % et 24 % de chiffre d'affaires par rapport à une situation normale. À l'autre extrémité du spectre, pour les services, le secteur primaire et l'industrie (hors nickel), l'impact est moins important mais tout de même conséquent : respectivement 13 %, 12 % et 13 % de recul de chiffre d'affaires.

Estimation moyenne de l'impact sur le CA du 2e confinement



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

Performance en demi-teinte pour le secteur primaire

Au 1^{er} trimestre, le secteur primaire affiche des performances divergentes selon les filières. La production maraîchère a été touchée de plein fouet par la dépression Lucas en février, le cyclone Niran en mars, et une pluviométrie particulièrement élevée. Ainsi, le recours aux importations a dû augmenter pour certains fruits et légumes qui venaient à manquer sur les étals. La filière aquacole connaît également un début d'année difficile. En lien avec une diminution de la demande internationale et des décalages dans les commandes, les exportations de crevettes chutent (-92,3% en glissement annuel, CVS). En revanche, la filière pêche profite d'une conjoncture plus favorable, matérialisée par une progression des tonnages débarqués par les palangriers (+4,9 % sur trois mois, CVS) et une hausse des exportations de thons (+39,6 %, CVS). Enfin, la filière viande connaît également une légère amélioration. En effet, les abattages de bovins et de porcins sont en progression (respectivement +0,4 % et +1,5 % sur un trimestre, CVS). Au 1^{er} trimestre 2021, plus de 80 % des entreprises du secteur primaire répondant à l'enquête disent que leur chiffre d'affaires est stable (entre -5 % et +5 %) ou en baisse par rapport au trimestre précédent.

Pas d'amélioration pour un secteur BTP sinistré

En difficulté depuis plusieurs années, **le secteur du BTP** n'entrevoit pas d'amélioration. Si des disparités existent entre les différents corps de métier (le gros œuvre et les travaux publics éprouvent plus de difficultés que le second œuvre et la rénovation/réhabilitation), le courant d'affaires global apparaît insuffisant. Au 1^{er} trimestre 2021, les dirigeants du secteur continuent de porter un jugement très défavorable sur leur niveau d'activité. Ils sont près de 60 % à faire état d'une baisse de chiffre d'affaires comparativement au 1^{er} trimestre 2020.

La consommation de ciment – qui permet également d'approximer le niveau d'activité du secteur – se stabilise (17 700 tonnes, données CVS) à un niveau historiquement faible (au plus bas si l'on considère la donnée brute).

Un secteur touristique sans visibilité

La fermeture des frontières due à la crise sanitaire du Covid 19 a été officiellement prolongée jusqu'au 31 octobre 2021. Dans ce cadre, le tourisme international est paralysé : seuls les passagers venant pour des motifs impérieux ou professionnels sont autorisés à venir sur le territoire sous condition d'effectuer une quatorzaine dans un hôtel (le nombre étant contingenté par les places disponibles en quatorzaines).

Au 1^{er} trimestre, le tourisme des résidents a quant à lui été pénalisé par le mois de confinement interne. Ainsi, le nombre de passagers d'Air Calédonie a baissé de près de 20 % (glissement annuel). Durant le mois de mars, il a chuté de 76,1%, puisque seuls les vols de rapatriement des individus bloqués sur les îles ou à Nouméa ont été autorisés. Aux mois de janvier et février, en l'absence de touristes internationaux et en raison des perturbations climatiques, le nombre de passagers a également diminué (-5,3% en glissement annuel).

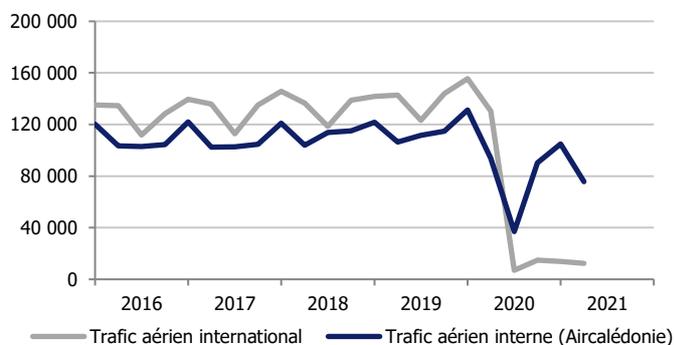
Dans ce contexte très dégradé, 70% des entreprises déclarent une baisse de plus de 5% de leur chiffre d'affaire au premier trimestre comparativement à la même période en 2020.

Ventes de ciment



Source : Holcim, CVS par l'IEOM

Trafic passagers aérien



Source : CCI

Réduction d'activité pour le nickel suite aux intempéries et à la fermeture de l'usine du Sud

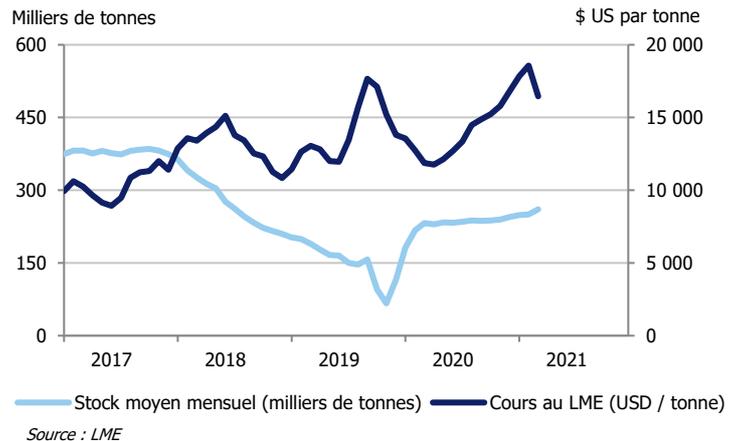
Au 1^{er} trimestre 2020, les cours du nickel ont atteint des niveaux relativement hauts, atteignant jusqu'à 19 650 dollars la tonne au London Metal Exchange (LME), le 19 février, soit son plus haut niveau depuis 2014. En moyenne, les cours du nickel se sont établis à 17 625 USD/t, soit (soit 7,99 USD/lb), en augmentation de 10,6 % par rapport au 4^e trimestre 2020, et de 38,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2020. Les cours du nickel ont été tirés aux mois de janvier et février par les inquiétudes qu'ont eu les marchés vis-à-vis du niveau d'approvisionnement et de production de nickel des principaux producteurs mondiaux de minerai que sont la Nouvelle-Calédonie (conflit usine du Sud) et les Philippines (arrêt de l'activité minière sur l'île de Tumbagan pour des causes environnementales), alors même qu'une hausse importante de la demande des véhicules électriques est attendue. En mars, les cours retombent suite à l'annonce du géant chinois Tsinghan d'avoir développé un procédé pour produire massivement du nickel de qualité batterie à partir de minerai de latérite et de fonte de nickel à bas coût (NPI), dont la production est abondante en Chine.

La **production minière locale** diminue de 47,3 % en glissement trimestriel et de 38,3 % en glissement annuel en raison du recul sensible de l'extraction de latérites (-75,4 % en glissement trimestriel), et dans une moindre mesure de celle des saprolites (-40,2 % en glissement trimestriel). En raison de ces fortes baisses de production, liées à l'impact défavorable de la saison des pluies et à l'arrêt total de l'usine du Sud au 1^{er} trimestre, les exportations diminuent de 56,1 % en volume pour s'établir à 1 203 milliers de tonnes humides en volume trimestriel. En valeur, les exportations diminuent de 28,9 % en rythme trimestriel et de 26,4% en rythme annuel, alors même que les cours du nickel sont au plus haut.

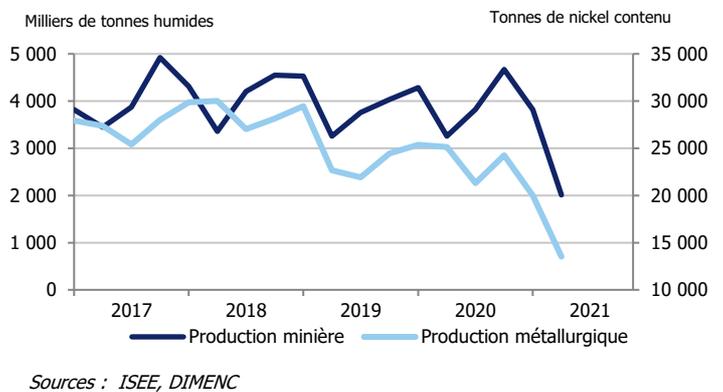
La **production métallurgique** se contracte de 32,4 % au 1^{er} trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 46,2 % en glissement annuel. Cela s'explique en premier lieu par l'interruption presque totale de la production de NHC (-99,2 %), lié à la mise à l'arrêt de l'usine du Sud à partir du 10 décembre 2020, et dans une moindre mesure au recul de la production de ferronickel (-11,8 % par rapport au trimestre précédent, et -26,2% en glissement annuel) lié à la baisse sensible de l'extraction de minerai et à la mise en maintenance d'un des fours de l'Usine du Nord.

Les volumes exportés de produits de nickel baissent de 34,5 % par rapport au trimestre précédent et de 44,3 % en rythme annuel. Cette diminution est due principalement à l'arrêt presque total des exportations de NHC (-99,2% en rythme trimestriel) ; et dans une moindre mesure à la baisse des exportations de ferronickel (-4,9% en rythme trimestriel, et -22,9% en rythme annuel). L'appréciation sensible du cours du nickel a donc été insuffisante pour compenser la baisse des volumes exportés. Ainsi, en valeur, les exportations se replient de 28,9 % en rythme trimestriel et de 26,4 % en rythme annuel.

Variations des cours du nickel et stock mondiaux au LME



Production minière et métallurgique



UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la **zone euro**, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la **France** a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au **Japon**, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'**Inde** et la **Chine** verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

DES PROFILS DE CROISSANCE DIVERGENTS DANS LA ZONE PACIFIQUE

Au 1^{er} trimestre 2021, la reprise économique est divergente au sein de la zone Asie Pacifique, les pays étant différemment affectés par le virus de la Covid-19 et différemment exposés au secteur du tourisme. Ils bénéficient également de soutien budgétaire et monétaire plus ou moins forts.

L'économie **australienne** continue à se redresser au 1^{er} trimestre 2021, avec une croissance plus forte que prévu (+1,8 % sur le trimestre, et +1,1 % en rythme annuel), tirée par un regain de confiance des consommateurs et des entreprises depuis fin 2020 suite à la levée des restrictions sanitaires. L'Australie bénéficie par ailleurs de la bonne tenue de la demande mondiale en matières premières. Dans son budget 2021-2022, le gouvernement (qui intègre la fermeture des frontières jusqu'à mi-2022) prévoit des baisses d'impôts et des mesures d'accompagnements aux secteurs touchés par la crise sanitaire. L'Australie est toutefois touchée par le confinement prolongé du Victoria et un lent déploiement du vaccin.

Côté **néo-zélandais**, l'OCDE prévoit une croissance de 3,5 % en 2021 et de 3,8 % en 2022 grâce à une solide consommation des ménages, une augmentation des investissements dans les infrastructures et une augmentation progressive du tourisme à mesure que les frontières rouvrent. Au contraire, dans les **Iles Pacifiques** très sensibles au tourisme, telles que les Iles Fidji, ou encore les Iles Cook, l'impact de la crise reste significatif dans un contexte d'incertitude de réouverture des frontières.

L'envolée de la croissance économique **chinoise** au 1^{er} trimestre (+18,3 % en glissement annuel) est amplifiée par un effet de base compte tenu de la chute en 2020, mais confirme aussi son retour sur un rythme de croissance soutenue. La production industrielle et les ventes au détail sont bien orientées. L'OCDE a revu à la hausse la croissance de la Chine à 8,4 % en 2021.

Au **Japon**, le PIB se contracte de 1,3 % au 1^{er} trimestre 2021, mettant un coup d'arrêt au début de reprise enregistré durant la seconde partie de l'année 2020. L'aggravation de la crise sanitaire et le retour de l'état d'urgence dans plusieurs départements du pays durant le trimestre a impacté la consommation des ménages. Les perspectives restent mal orientées puisqu'en réponse à une nouvelle vague du Covid-19, le gouvernement a réinstauré en avril des mesures de protection (jusqu'au 31 mai).

L'économie des pays de l'**ASEAN** reste plombée par la résurgence des cas de Covid-19. Ainsi, la plupart des pays de la région restent en récession au 1^{er} trimestre 2021 en glissement annuel, notamment les Philippines (-4,2 %), la Thaïlande (-2,6 %), l'Indonésie (-0,7 %), et la Malaisie (-0,5 %). Singapour renoue avec une croissance légèrement positive (+0,2 %), tandis que le Vietnam, confirme son taux de croissance le plus élevé de la zone (+4,5 %) au 1^{er} trimestre.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor